



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE ET DE L'ANTENNE DE LJUBLJANA

N° 12 – novembre-décembre 2022

En bref

La loi de finances pour 2023, présentée le 12 octobre par le ministre des Finances Magnus Brunner, a été adoptée le 17 novembre par le Parlement. Depuis le point bas atteint par le solde public en 2020 (déficit de 8 % du PIB), l'Autriche poursuit la consolidation de ses finances publiques. Le déficit primaire se réduirait, passant de 2,5 à 1,7 % du PIB entre 2022 et 2023, ce qui permettrait de compenser le doublement de la charge d'intérêts dans le budget de l'Etat (de 4,3 Mrd EUR en 2022 à 8,7 Mrd EUR en 2023). En 2023, le déficit public s'établirait à 2,9 % du PIB, contre 3,5 % en 2022. La baisse du ratio de la dette publique sur le PIB, de 78,3 % en 2022 à 76,7 % en 2023, est due essentiellement au dénominateur (effet du PIB en valeur).

Zoom sur...

...l'**indexation partielle sur l'inflation des tranches du barème de l'IR**. Régulièrement promise mais jamais appliquée, l'indexation des barèmes fiscaux sur l'inflation a enfin été adoptée par le parlement. Jusqu'alors, les gouvernements successifs adoptaient en règle générale une réforme fiscale tous les 5 ans, redistribuant ainsi aux contribuables une partie de la hausse des recettes fiscales. A partir de 2023, les tranches du barème de l'IR seront indexées sur l'inflation. Seule la dernière tranche du barème (taux de 55 % pour les revenus au-delà d'1 M EUR) ne bénéficiera pas de cette indexation. La perte de recettes fiscales pour l'Etat est estimée à 16 Mrd EUR jusqu'en 2026. Le gouvernement accède ainsi à une revendication de longue date des représentants syndicaux et des milieux économiques. Les prestations familiales et sociales seront également indexées à partir de 2023, pour un coût estimé à 4 Mrd EUR jusqu'en 2026.

LE CHIFFRE À RETENIR

-1,48 MRD EUR

Le recul des recettes de l'Etat en 2023 suite à l'introduction d'une indexation partielle des barèmes fiscaux de l'IR sur l'inflation

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Stagflation en 2023 ; amélioration de la situation en 2024

Le 15 décembre, les instituts de conjoncture Wifo et IHS ont présenté leurs pronostics de croissance pour les années 2023 et 2024 et n'ont révisé leurs prévisions de septembre qu'à la marge. Comme le prédisait dernièrement la Commission européenne, 2023 devrait afficher une stagnation, le PIB ne progressant que de 0,3 % (Wifo), voire 0,4 % (IHS) ; la croissance pourrait être plus soutenue en 2024 avec + 1,8 % (IHS = +1,2 % ; CE = +1,1 %) sans toutefois retrouver son niveau de 2021 et 2022 (autour de +4,7 %), deux années marquées par l'effet de rattrapage en sortie de crise sanitaire. Grâce aux dispositifs d'atténuation de la hausse des prix de l'énergie mis en place par le gouvernement, à la réforme fiscale introduisant l'indexation partielle des barèmes de l'IR et l'indexation de prestations sociales, la consommation des ménages, solide en 2021 et 2022 (+3,6 %), pourrait rester certes bien orientée mais perdrait en dynamique en 2023 avec une hausse estimée à +1,3 % avant un léger rebond en 2024 avec une progression de 1,7 %. Avec la crise énergétique, l'inflation a également atteint l'Autriche avec une hausse des prix à la consommation de 8,5 % cette année qui pourrait rester encore forte en 2023 (+6,5 %) et se tasserait à +3,2 % à l'horizon 2024. Selon les prévisionnistes, le pic de l'inflation a été atteint, les prix de l'énergie ayant déjà amorcé un repli. Toutefois, les économistes n'attendent pas de répercussion immédiate de ce recul sur les prix à la consommation.

Étonnamment, le marché du travail autrichien résiste bien et reste marqué par un manque de main d'œuvre

qualifiée. Estimé à 4,6 % fin 2022 (CE = 5,0 %), le taux de chômage devrait rester sous la barre des 5 % avec 4,7 % en 2023 et 4,5 % en 2024.

Wifo et IHS valident la trajectoire des finances publiques du gouvernement avec un déficit public autour de 3,5 % du PIB en 2022 et en baisse en 2023, dans une mesure plus grande (2 %) que celle affichée par le gouvernement (2,9 %).

Depuis peu, l'institut Wifo inclut dans ses perspectives macroéconomiques une prévision des émissions de gaz à effet de serre (GES) : l'Autriche dépasserait en 2023 et 2024 de 15 % la trajectoire pour atteindre la neutralité carbone en 2040.

A noter que le FMI reste plus optimiste dans ses prévisions, créditant l'économie autrichienne d'une croissance modérée de 1 % en 2023, suivie d'un rebond plus vigoureux à 1,9 % en 2024.

2. L'Autriche prévoit d'emprunter un montant record en 2023

L'agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, prévoit d'emprunter, en 2023, 70 à 75 Mrd EUR après 68,4 Mrd EUR en 2022. Un calendrier des émissions obligataires a été établi : les enchères auront lieu une fois par mois.

Figure 1 : Volume total de financement brut (en Mrd EUR)



Source : OeBFA

A la fin du mois de novembre 2022, la dette de l'Etat fédéral s'est élevée à 270,67 Mrd EUR avec un taux d'intérêt effectif de 1,20 % par an, l'écart entre les

N° 12 – novembre-décembre 2022

obligations d'Etat autrichiennes à 10 ans et celles de l'Allemagne étant de 60 points de base. La durée résiduelle moyenne des emprunts de l'Etat s'est élevée à 11,01 ans.

3. Echanges : les investissements directs étrangers atteignent de nouveaux records

Après un recul en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire, les investissements directs autrichiens à l'étranger ou étrangers en Autriche s'inscrivent en hausse en 2021 pour dépasser le niveau d'avant crise : le stock sortant de l'Autriche atteint 229 Mrd EUR (soit 56 % du PIB) tandis que le stock entrant augmente à 188 Mrd EUR (46 % du PIB), soit respectivement 15 et 20 Mrd EUR de plus. Les investissements étrangers les plus importants portaient notamment sur le secteur immobilier autrichien. L'Allemagne reste le premier investisseur avec 56 Mrd EUR et le premier pays destinataire (39 Mrd EUR). Selon les chiffres publiés par l'institut national de la statistique, *Statistik Austria*, en octobre 2022 et portant sur l'année 2020, le nombre d'entreprises étrangères présentes en Autriche s'élevait à 12 500 (+6,7 %) employant 634 800 personnes (-2 %) et réalisant un CA de 260 Mrd EUR (-9 %). Le nombre d'entreprises autrichiennes présentes à l'étranger s'élevait à 6 700 (+12 %), avec 1,2 million d'employés (+8,1 %) et un CA de 395 Mrd EUR (-13,4 %).

Politique économique et sociale

1. Emploi : La réforme de l'assurance chômage abandonnée

Le ministre fédéral du travail et de l'économie, Martin Kocher (sans étiquette mais nommé par le parti conservateur), a définitivement enterré ses espoirs de pouvoir présenter une réforme de l'assurance chômage, faute d'un accord entre les deux partis formant le gouvernement fédéral autrichien : le parti conservateur (ÖVP) et le parti des Verts (die Grünen). Actuellement, le niveau d'indemnisation est de 55 % du dernier salaire. Après avoir étudié différents modèles européens, dont le danois, le ministère semblait privilégier une plus forte indemnisation en début de période d'allocation (jusqu'à 70 %) et l'assortir d'une dégressivité plus rapide afin d'inciter les demandeurs d'emploi à une recherche active. Les deux partis n'ont pas réussi à trouver de compromis sur les détails de l'indemnisation, notamment sur une éventuelle activité annexe cumulable avec les indemnités chômage. Par ailleurs, fin novembre, le nombre de chômeurs en Autriche était de 257 500 personnes soit un recul en glissement annuel (g.a.) de 11 %. En comparaison internationale (données Eurostat), l'Autriche affichait fin octobre (dernières données disponibles) un taux de chômage de 4,6 %, en recul de 1,2 point ; et de 10,3 % pour les jeunes de moins de 25 ans. Tous les secteurs de l'économie et toutes les régions indiquent un recul du nombre de demandeurs d'emploi. En revanche, le nombre de postes vacants à pourvoir s'inscrit en hausse et atteint presque 115 000. Il en est de même pour les places d'apprentissage où près de 10 000 places (+12,3 % en g.a.) restent immédiatement à pourvoir.

2. Négociations salariales : des accords trouvés malgré un contexte tendu

Sur fond de forte inflation et de crise énergétique, les négociations salariales en Autriche ont pris cette année une dimension nouvelle avec plusieurs mouvements de grève, notamment chez les cheminots qui ont cessé le travail pendant 24 heures. Alors que le secteur de la métallurgie, traditionnellement 1^{er} de cordée dans l'exercice annuel, avait réussi à trouver un accord revalorisant les salaires de 7,44 % en moyenne, les négociations

N° 12 – novembre-décembre 2022

se sont avérées beaucoup plus âpres dans les autres secteurs, notamment dans les métiers du social et dans le commerce de détail. Globalement, les revalorisations consenties s'échelonnent entre 7,1 et 8,56 % en moyenne, certaines branches préférant verser des primes compensant une partie de l'inflation constatée cette année (500 EUR pour les cheminots).

Tableau 1 : Quelques exemples d'accords conclus à l'automne 2022

Secteur	Reval. moyenne/max	Effectifs
Sidérurgie/métallurgie	7,44 %/8,9 %	200 000
Ferroviaire	8,08 %/12,0 %	50 000
Industrie et artisanat métallurgique	7,1 %/8,0 %	111 000
Sécurité	10,3 %	15 000
Nettoyage	8,56 %	50 000
Commerce de détail	7,31 %/8,67 %	430 000
Métiers du social	8,0 %/10,2 %	130 000
Fonction publique	7,32 %	534 000

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Recommandations de l'OeNB pour le renforcement de la stabilité financière

Les résultats des derniers tests de résistance de la banque centrale autrichienne, l'OeNB, montrent que le secteur bancaire présente une solide capacité à supporter les risques. Les effets négatifs de l'inflation et les tensions géopolitiques persistantes ont toutefois entraîné une augmentation des risques sur les marchés financiers au cours de l'année 2022. Malgré cela, les banques ont réalisé un bénéfice de 3,8 Mrd EUR au premier semestre 2022, profitant de la hausse des taux d'intérêt, de la forte demande de crédits et d'effets exceptionnels positifs. Pour faire face aux risques accrus, l'OeNB recommande aux banques autrichiennes de

- ✦ renforcer d'une façon durable et prudente leur base de capital, notamment en faisant preuve de retenue dans la distribution des bénéfices,
- ✦ respecter les normes de durabilité dans l'attribution des financements de l'immobilier résidentiel et commercial,
- ✦ gérer d'une façon adéquate les risques de crédit et de taux d'intérêt dans un environnement économique volatil, en particulier après une longue période de faibles risques,
- ✦ développer et mettre en œuvre les stratégies appropriées pour faire face aux défis posés par les nouvelles technologies de l'information, les cyber-risques et le changement climatique.

Près de la moitié des nouveaux prêts bancaires sont à taux variable

La croissance des crédits bancaires aux ménages, en particulier pour le financement de l'immobilier résidentiel, s'est récemment ralentie. Toutefois, elle reste élevée, à 4,7 % en septembre 2022, soit un niveau supérieur à celui de toutes les années entre 2008 et 2020. En dépit de la forte croissance des crédits, l'endettement des ménages ramené à leur revenu disponible ne croit pas. Près de la moitié des nouveaux prêts bancaires accordés au cours des cinq dernières années sont à taux variable, de sorte que de nombreux ménages endettés sont confrontés à une nette augmentation du service de la dette. Alors que les dépenses d'acquisition augmentent en raison de la forte hausse des prix, la proportion de ménages susceptibles d'avoir des difficultés de remboursement augmente.

Le patrimoine financier des ménages en baisse

Le patrimoine financier des ménages autrichiens s'élevait à 799 Mrd EUR à la fin du premier semestre 2022, soit 3,4 % de moins qu'à la fin de l'année 2021. Cette baisse, enregistrée pour la première fois depuis la crise financière de 2008, s'explique notamment par les baisses des cours des actions et des certificats d'investissement. Depuis le début de la pandémie, ce type de placement a été nettement plus demandé qu'auparavant.

Entre 2020 et le premier semestre 2022, près de 40 % des investissements financiers des ménages ont été

N° 12 – novembre-décembre 2022

consacrés aux actions et aux certificats d'investissement (2015-2019 : 25 %), qui avaient, dans un premier temps, généré des plus-values importantes (2020-2021 : 16 Mrd EUR). Toutefois, l'évolution volatile des marchés boursiers au premier semestre 2022 a entraîné des pertes à hauteur de 18 Mrd EUR.

Figure 2 : Évolution et composition des actifs financiers



2. Industrie

Changement de stratégie pour OMV

Le groupe pétrolier et gazier OMV, détenu à 31,5 % par l'État autrichien et à 24,9 % par le fonds souverain d'Abu Dhabi, avait entamé sous son ancien PDG Rainer Seele une transformation stratégique qui faisait de la Russie un marché-clé dans le domaine de la production gazière du groupe. Sous le nouveau PDG Alfred Stern, en fonction depuis septembre 2021, et sur fond de l'agression russe de l'Ukraine, OMV a réduit son exposition en Russie à 2 % du total de ses actifs dans le monde et le groupe s'est lancé dans une diversification en direction de la Norvège et du Moyen-Orient. Malgré ces difficultés, OMV a affiché entre janvier et septembre 2022 des bénéfices à hauteur de 3,7 Mrd EUR, en hausse de 100 %, dû notamment au niveau élevé des prix de l'énergie. Un dividende spécial à hauteur de 2,25 EUR par action, s'ajoutant au dividende régulier, sera versé aux actionnaires. Sur fond de volatilité des prix du gaz,

une discussion s'est engagée sur la nationalisation de la filiale de négoce de gaz d'OMV, OGMT (*OMV Gas Marketing & Trading*). L'Etat assumerait alors les risques d'approvisionnement et de prix.

3. Transports

19 Mrd EUR en faveur des infrastructures ferroviaires entre 2023 et 2028

Renouvelé chaque année pour une période de six ans, le plan-cadre pour les infrastructures ferroviaires au cours de la période 2023-2028 a été adopté en conseil des ministres du 21 octobre. Il porte sur 19 Mrd EUR (soit 0,8 Mrd EUR de plus que pour la période 2022-2027) dont 3,22 Mrd EUR pour l'année 2023. Sont notamment prévus le développement des transports publics dans les agglomérations, l'aménagement accéléré des infrastructures pour le transport des marchandises, la rénovation des gares, la poursuite de l'électrification des lignes de chemins de fer. Avec 9,1 Mrd EUR, le gros des investissements entre 2023 et 2028 est consacré à la construction du tunnel de base du Brenner.

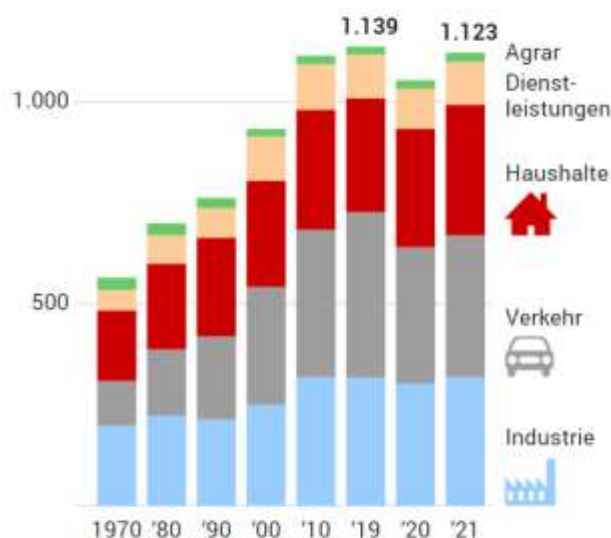
4. Énergie et environnement

La consommation énergétique était en hausse de 6 % en 2021, +10 % pour les ménages

Selon le bilan énergétique établi par Statistik Austria, la consommation énergétique a progressé en 2021 de 6 % pour atteindre 1 123 pétajoules (PJ) dont 321 PJ pour les ménages (+10 %), 319 PJ pour l'industrie (+5 %), 292 PJ pour le transport (+3 %) et 109 PJ pour les services (+7 %). L'augmentation de la consommation s'explique notamment par la reprise de l'économie et de la mobilité ainsi que par les basses températures en hiver.

N° 12 – novembre-décembre 2022

Figure 3 : Consommation énergétique de l'Autriche (en PJ) entre 1970 et 2021



Grafik: © APA, Statistik Austria

WIENER ZEITUNG

L'Autriche taxe les surprofits réalisés par le secteur énergétique

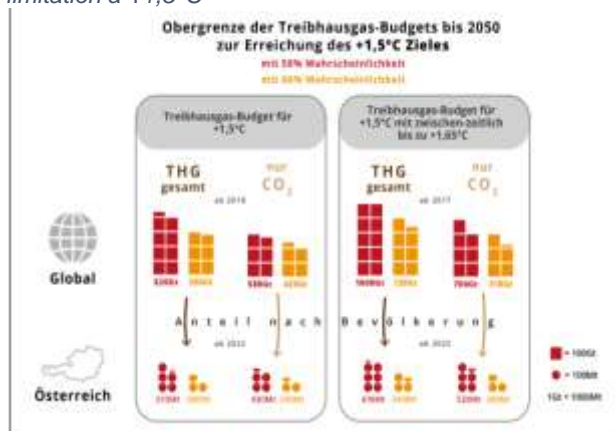
A la suite du règlement (UE) 2022/1854 du Conseil du 6 octobre 2022 sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie, a été adoptée par la chambre basse du Parlement le 13 décembre 2022 une loi introduisant des taxes sur les surprofits réalisés par le secteur énergétique. La loi comprend deux mesures : une contribution solidaire pour les énergies fossiles (*Energiekrisenbeitrag-fossile Energieträger, EKBF*) qui s'applique aux entreprises pétrolières et gazières, et une contribution solidaire pour l'électricité (*Energiekrisenbeitrag-Strom, EKBS*), qui introduit un plafond de recettes pour les producteurs d'électricité. Si les modalités de ces deux instruments varient en termes de date d'entrée en vigueur et de base de taxation, elles ont un point commun : les taux de taxation seront réduits pour les entreprises effectuant des investissements dans la transition écologique. Selon les estimations du ministère des Finances, ces mesures permettront de générer entre 2 et 4 Mrd EUR de recettes qui serviront à financer des aides aux ménages et aux

entreprises. Pour les producteurs d'électricité, 90 % des recettes dépassant 140 EUR par mégawattheure sont prélevés. Si des investissements dans la transition énergétique peuvent être prouvés, ce plafond augmente jusqu'à 180 EUR. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} décembre et est limitée jusqu'au 31 décembre 2023. Pour les entreprises pétrolières et gazières, si leurs bénéfices sont supérieurs de 20 % à la moyenne des quatre dernières années cette année et l'année prochaine, ce surcroît de bénéfices sera taxé à hauteur de 33 % avec effet rétroactif du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023. Si aucun investissement dans la transition énergétique ne peut être prouvé, le taux augmente jusqu'à 40 %.

Les émissions de GES restent élevées

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le budget carbone mondial restant était de 420 GtCO₂ en 2018 et serait épuisé au cours de cette décennie si les émissions restaient constantes. Le budget CO₂ de l'Autriche s'établirait à 240 MtCO₂ ou 280 MtCO₂eq à partir de 2022, si l'on prend en compte toutes les émissions de GES. Malgré les engagements internationaux et nationaux de réduction des GES, les émissions en Autriche sont restées à un niveau élevé et ont même recommencé à augmenter ces dernières années (à l'exception de l'année 2020).

Figure 4 : Trajectoire des GES jusqu'en 2050 pour une limitation à +1,5°C



(Probabilité de 50 % en rouge, de 60 % en, jaune)
Source : Climate Chance Centre Austria

N° 12 – novembre-décembre 2022

Ainsi, si les émissions restaient inchangées, le budget GES autrichien serait déjà épuisé à la mi-2025.

De plus, les coûts d'adaptation au changement climatique pourraient plus que doubler d'ici le milieu du siècle, pour atteindre plus de 2 Mrd EUR, et les coûts des dommages, compris entre 6 et 12 Mrd EUR, seraient trois à six fois plus élevés qu'aujourd'hui.

5. Agriculture

Un plan d'action pour la bioéconomie

Le 8 novembre, les ministres Leonore Gewessler (les Verts), en charge de la protection du climat, de l'environnement, de l'énergie et des transports, et Norbert Totschnig (conservateur), chargé de l'agriculture et de la sylviculture, ont présenté le plan d'action en faveur de la bioéconomie, un des projets phares du gouvernement de coalition ÖVP - Die Grünen. Ce plan comprend plus d'une centaine de mesures avec pour objectif une utilisation durable et raisonnée des ressources naturelles renouvelables en substitution des ressources fossiles. Dans ce contexte, l'économie forestière et la filière bois sont appelées à remplir un rôle capital en vue d'une décarbonation de l'économie. Une enveloppe de 20 M EUR est d'emblée réservée à l'initiative Bois pour les constructions en bois et la recherche en vue d'un meilleur usage du bois. Finançant l'initiative bois à hauteur de 93,5 M EUR, le ministre Totschnig a rappelé que les forêts autrichiennes profitent du fonds Forêt d'un montant total de 350 M EUR et précisé que la chaîne Forêts/Bois/Papier emploie plus de 300 000 personnes et génère une valeur ajoutée de plus de 20 Mrd EUR. Par ailleurs, le 3 novembre, les ministres Marc Fesneau et Norbert Totschnig ont signé une déclaration commune visant à renforcer la coopération entre la France et l'Autriche dans le domaine du bois et des forêts. Il s'agit de développer une coopération dans le domaine de la formation, dans le transfert de connaissances et dans la promotion de la construction en bois ainsi que de la gestion durable et multifonctionnelle des forêts et l'accroissement de leur résilience.

Un élevage de volaille pas si exemplaire : le label de qualité AMA critiqué

A l'instar de l'association française L214, l'ONG « Association contre les usines animales » (*Verein gegen Tierfabrik*, VGT) a diffusé des images troublantes tournées en caméra cachée dans un élevage de volaille de Styrie, pourtant labellisé par l'organisme de marketing agroalimentaire AMA. Ces images caractérisant un défaut flagrant en matière de bien-être animal ont choqué l'opinion publique autrichienne, très attachée aux hauts standards de production inlassablement rappelés par le ministère de l'agriculture et les milieux professionnels. L'ONG a également déposé une plainte contre deux autres élevages. La fédération des éleveurs de volaille a immédiatement mis au ban l'éleveur incriminé et le label de qualité *AMA-Gütesiegel* lui a été retiré. L'organisme de marketing AMA, qui a immédiatement engagé un examen approfondi de l'exploitation, promet des contrôles renforcés ; l'exploitation a dû dans un premier temps suspendre son activité. Au-delà des conditions d'élevage, une discussion s'est engagée sur la race de poulet élevée, à savoir à croissance rapide afin de répondre à la demande. Parallèlement, la branche des éleveurs de dinde déplore le recul de la consommation de viande de dindes élevées en Autriche et la préférence donnée par la grande distribution et la restauration à la dinde importée. 92 % de la viande de dinde transformée dans la gastronomie en Autriche provient de l'étranger.

Relations bilatérales

La relation économique franco-autrichienne continue de se développer

Sur fond d'une augmentation du montant total des IDE en Autriche, le stock d'investissements directs français en Autriche s'est établi en 2021 à 4,2 Mrd EUR en hausse de 300 M EUR. Dans les statistiques de l'OeNB, la France est le 10^{ème}

N° 12 – novembre-décembre 2022

investisseur en Autriche. *Statistik Austria* chiffre à 354 le nombre de filiales d'entreprises françaises présentes en Autriche, employant 21 513 personnes pour un CA de 7,3 Mrd EUR. Les entreprises françaises représentent 2,8 % des entreprises étrangères en Autriche et sont au 8^{ème} rang en termes d'emplois. En sens inverse, le stock des investissements directs autrichiens en France a atteint 1,9 Mrd EUR en 2021, selon l'OeNB. *Statistik Austria* chiffre à 177 le nombre d'entreprises autrichiennes présentes en France, employant 17 765 personnes et dégagant un CA de 5,9 Mrd EUR. Les entreprises autrichiennes en France représentent 2,6 % des entreprises autrichiennes à l'étranger.

Swarovski et Essilor Luxottica signent un accord de licence exclusif

Swarovski et *EssilorLuxottica* annoncent la signature d'un accord de licence exclusif pour la conception, la production et la distribution mondiale de lunettes Swarovski Eyewear. Cet accord se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2028, avec une option de renouvellement automatique pour cinq années supplémentaires. La première collection issue de cet accord sera lancée en septembre 2023.



Slovénie

Zoom sur...

Dans ses prévisions d'automne, la Commission européenne a revu pour l'année 2022 sa prévision de croissance en Slovénie à la hausse de 0,8 p.p. par rapport à ses prévisions d'été, prévoyant ainsi une croissance de 6,2 % en 2022. Elle anticipe une faible croissance en 2023, de 0,8 %, prévision revue à la baisse de 0,2 p.p. en raison de la persistance de l'environnement incertain et de l'inflation élevée. Une légère reprise de l'activité économique est prévue à l'horizon 2024, avec une croissance de 1,7 %. La CE prévoit un taux d'inflation annuel de 9,2 % en 2022, de 6,5 % en 2023 et de 3,5 % en 2024. Malgré le ralentissement économique, la CE prévoit, après un niveau historiquement bas de 4,1 % en 2022, un taux de chômage à 4,3 % en 2023, qui pourrait revenir à 4,1 % en 2024. Le déficit public en 2022 devrait s'établir à 3,6 % du PIB, en baisse par rapport aux 4,7 % observés en 2021, pour toutefois culminer à 5,2 % du PIB en 2023 en raison du soutien apporté par le gouvernement aux entreprises afin d'atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie.

Prévisions et indicateurs

Le taux d'inflation annuel de la Slovénie est passé sous la barre des 10 % pour la première fois depuis mai 2022, atteignant 9,9 % en octobre 2022, soit une baisse de 0,1 p.p. par rapport à septembre 2022. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie continue de stimuler l'inflation.

Grâce à la résilience économique du pays, à ses politiques appropriées et à son accès favorable aux

LE CHIFFRE À RETENIR

9,2 %

Prévision du taux d'inflation annuel moyen en Slovénie par la CE, le plus élevé depuis 20 ans

marchés financiers, l'agence de notation Moody's a confirmé la note de crédit de la Slovénie à A3 avec une perspective stable, note dont le pays bénéficie depuis octobre 2022, date à laquelle la note a été relevée d'un cran par rapport à Baa1.

Le taux d'épargne brut de la Slovénie, c'est-à-dire la part du revenu disponible que les ménages épargnent, était de 18,7 % en 2021, contre une moyenne de 17,9 % dans la zone euro, d'après les données d'Eurostat. Les Slovènes se tiennent principalement aux formes traditionnelles d'épargne, à savoir les dépôts bancaires et les liquidités, mais aussi les investissements dans des biens immobiliers.

N° 12 – novembre-décembre 2022

Europe

Le ministre slovène des Affaires Etrangères a salué la décision du Conseil de l'UE confirmant que la Croatie rejoindra l'espace Schengen le 1er janvier 2023, soulignant l'importance du libre déplacement des citoyens slovènes et croates. La Slovénie et la Croatie ont toutes les deux préparé des déclarations unilatérales concernant la décision d'arbitrage frontalier de 2017 définissant leur frontière commune. La déclaration de la Slovénie stipule que la frontière entre la Slovénie et la Croatie est définie par l'arbitrage définitif et contraignant de 2017, tandis que celle de la Croatie stipule que ce même arbitrage ne prévaut pas pour la Croatie, la frontière restant donc à être déterminée.

Politique économique et sociale

Les budgets de 2023 et 2024, adoptés le 28 septembre 2022 par le gouvernement slovène, sont fortement marqués par les mesures post-Covid, l'aggravation de la crise énergétique et la hausse des prix. Le budget 2023 prévoit 13,4 Mrd EUR de recettes, tandis que les dépenses pourraient atteindre 16,7 Mrd EUR, soit 25 % de plus que prévu dans le budget initial adopté en novembre 2021. Ainsi, un déficit de 3,3 Mrd EUR est envisagé, soit 5,3 % du PIB. Les dépenses augmenteraient en raison principalement des mesures d'urgence (+1,86 Mrd EUR), des soins de santé (+335 M EUR), de l'éducation et du sport (+228 M EUR), de la sécurité sociale (+195 M EUR) et de la protection de l'environnement et des infrastructures environnementales (+141 M EUR). Pour l'année 2024, les recettes atteindraient 13,8 Mrd EUR et les dépenses 15,5 Mrd EUR, portant ainsi le déficit à 1,7 Mrd EUR, soit 2,6 % du PIB.

L'avocate Nataša Pirc Musar (indépendante) a été élue première femme présidente de Slovénie, après avoir battu l'ancien ministre des Affaires étrangères Anže Logar (SDS) au second tour des élections présidentielles le 13 novembre 2022 avec 53,89 % des voix. Dans son premier discours, Nataša Pirc Musar s'est engagée à travailler dur pour les droits de l'homme et la démocratie. Nataša Pirc Musar deviendra la cinquième présidente de la Slovénie et succèdera au président sortant Borut Pahor le 23 décembre 2022, dont le second mandat de 5 ans expire la veille.

L'Assemblée nationale a adopté le 28 novembre des modifications à la réforme de l'impôt sur le revenu adoptée plus tôt cette année sous le gouvernement précédent, supprimant notamment une augmentation progressive de l'allègement fiscal général pour tous les revenus et ramenant le taux d'imposition pour les plus hauts revenus de 45 à 50 %. Le gouvernement compte mettre en œuvre une réforme fiscale plus importante en 2023.

6. Emploi

La Slovénie connaît une forte demande de main-d'œuvre étrangère. L'agence pour l'emploi a reçu 54 000 demandes de permis de travail au cours des 9 premiers mois de l'année, soit autant que pendant tout 2021. Cette hausse est due aux divergences structurelles sur le marché du travail, la demande de main-d'œuvre étant très élevée tandis que l'offre est faible en raison d'un taux de chômage historiquement bas. En raison de la population vieillissante de la Slovénie et de sa faible natalité, l'agence pour l'emploi s'attend à ce que la forte demande de main-d'œuvre étrangère persiste à l'avenir, notamment dans les domaines de la construction, de l'industrie, de l'entreposage, de l'hôtellerie et de la réparation des véhicules à moteur.

N° 12 – novembre-décembre 2022

7. Revalorisations salariales

Suite à des mois de négociations, le gouvernement et les syndicats du secteur public ont conclu le 25 octobre 2022 un accord pour augmenter le salaire de tous les employés du secteur public de 4,5 % à partir d'octobre 2022. Le coût pour le budget de l'État avoisine les 611 M EUR.

La dernière augmentation du salaire minimum a eu lieu le 1^{er} janvier 2022 : plus 4,9 % pour atteindre 1 074 EUR bruts (contre 1 024 EUR en 2021). Cette hausse a été calculée de manière à refléter l'inflation de l'année 2021. En vertu de la loi du 27 octobre 2022, le gouvernement slovène a décidé d'augmenter de 4,5 % le salaire minimum (soit au minimum 1 133,37 EUR bruts) d'ici la fin de l'année au lieu de janvier 2023 ainsi que les retraites dès novembre 2022. Cette augmentation des retraites devrait coûter entre 22 et 25 M EUR à l'État chaque année.

Veille sectorielle

8. Secteur financier

L'Assemblée nationale a adopté des modifications à la loi de 2014 sur la holding souveraine slovène (SSH). Ces modifications visent à transférer les actifs de la structure de défaillance du pays (Bank Assets Management Company, BAMC) à la SSH d'ici la fin 2022, dans le but d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques. La liquidation de BAMC est prévue d'ici la fin 2022, son actif et son passif devant être repris par la SSH, le dépositaire des actifs de l'État.

Suite à son entrée sur le marché du leasing en Slovénie au printemps 2020 avec sa société NLB Lease&GO, NLB, le plus grand groupe bancaire de Slovénie, a créé une nouvelle société de leasing en Macédoine du Nord et a acheté une société de

leasing en Serbie. Les premières activités de ces sociétés ont débuté en décembre 2022.

9. Transports

Le transbordement de voitures au port de Luka Koper a augmenté de 20 % entre janvier et septembre 2022 en glissement annuel (g.a.) en dépit du climat d'incertitude et des interruptions des chaînes d'approvisionnement. Le port de Luka Koper a dépassé son record annuel de voitures transbordées (754 409 unités en 2018) lors de la première semaine de décembre 2022. Le port attribue une telle croissance à un réacheminement favorable, obtenu grâce à des services fiables et à des infrastructures supplémentaires construites ces dernières années.

L'aéroport de Ljubljana, avec des liaisons vers 14 destinations assurées par 12 transporteurs, a retrouvé son niveau d'activité d'avant l'épidémie. Le nombre de passagers a augmenté de 174 % au cours des 3 premiers trimestres de 2022 en g.a. et de 82 % en septembre 2022 par rapport à septembre 2021. Le transport de fret a également augmenté de 7,4 % en septembre 2022 par rapport à septembre 2021.

La Slovénie recevra près de 91 M EUR du Mécanisme pour une Europe Connectée (CEF) afin de moderniser son infrastructure ferroviaire, dont près de 57 M EUR seront dédiés à la modernisation de la gare de Jesenice (fin des travaux prévue en octobre 2025) et plus de 34 M EUR à la modernisation de plusieurs gares entre Ljubljana et Maribor (fin des travaux prévue en août 2026).

10. Energie et environnement

La centrale thermique de Šoštanj (TEŠ) a été déconnectée du réseau électrique du 14 octobre au 5 décembre 2022, HSE (compagnie d'électricité publique qui exploite la centrale) estimant qu'il était

N° 12 – novembre-décembre 2022

préférer économiser le charbon pour l'hiver lorsque la demande d'électricité et les prix de l'électricité importée augmenteront.

La centrale à charbon de Velenje a signé en novembre deux contrats avec la société Petraco Oil Company, basée à Lugano, pour importer du charbon d'Indonésie, pour un montant de 48,57 M EUR. Cette importation de charbon, dont la qualité est bien supérieure à celle du lignite local, fait suite à la mise hors réseau de la centrale TEŠ, l'exploitation de la mine de Velenje ayant été ralentie en raison de difficultés techniques. Des pourparlers sont en cours avec des fournisseurs des Balkans et d'Europe de l'Est en vue d'un approvisionnement supplémentaire en charbon.

La centrale nucléaire de Krško a été reconnectée au réseau électrique le 8 novembre, faisant suite à un peu plus d'un mois d'arrêt en raison de travaux de maintenance et de mises à niveau technologiques.

Le groupe gazier Geoplin a signé un accord avec l'algérien Sonatrach le 15 novembre, prévoyant l'importation de 300 millions de m³ de gaz naturel à partir du 1^{er} janvier 2023, équivalant au tiers des besoins en gaz de la Slovénie. Le gaz naturel sera livré via l'Italie, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025.

La Slovénie s'est retirée en novembre du traité sur la Charte de l'énergie, estimant que l'accord international est dépassé et qu'il constitue un obstacle majeur à des politiques environnementales et climatiques efficaces, ainsi qu'à des politiques énergétiques responsables.

Le Premier ministre Robert Golob et son homologue hongrois Viktor Orbán ont inauguré l'achèvement de la ligne électrique Cirkovce-Pince, reliant le réseau slovène à celui de la Hongrie. Cette connexion électrique était la dernière qui manquait à la Slovénie et à la Hongrie afin d'avoir une connexion avec tous leurs pays frontaliers. Les deux Premiers ministres ont également évoqué la construction éventuelle d'un

gazoduc entre la Slovénie et la Hongrie afin de réduire la dépendance de la Hongrie au gaz russe.

Le gouvernement a adopté le 6 décembre une loi afin d'aider les moyennes et grandes entreprises à faire face à la crise énergétique, prévoyant des subventions pour les prix élevés de l'électricité, du gaz et de la vapeur (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023), ainsi qu'un régime de subventions publiques pour le chômage partiel (du 1^{er} janvier au 31 mars 2023) et la mise au chômage technique (valable pour une période de 30 jours du 1^{er} janvier au 30 juin 2023), en plus de la fourniture de prêts à taux réduit pour améliorer la liquidité des entreprises. La loi, dont le coût est estimé à 1,2 Mrd EUR, pourrait néanmoins menacer la viabilité des finances publiques. La loi sera soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale, mais doit être auparavant approuvée par la Commission européenne.

Le gouvernement a adopté le 9 décembre un projet de loi d'urgence imposant une taxe exceptionnelle aux entreprises énergétiques en 2022 et 2023 afin de subventionner les énergies renouvelables et de financer des mesures visant à réduire la demande d'électricité pendant les périodes de pointe. Toute recette supérieure à 180 EUR/MWh pour l'électricité produite en Slovénie, à l'exception de celle produite à partir de gaz naturel ou de lignite, et vendue sur le marché de gros sera versée au budget national.

Le groupe énergétique public HSE a été recapitalisé par l'État à hauteur d'une première tranche de 300 M EUR le 5 décembre. Une deuxième tranche à hauteur de 192 M EUR est prévue pour le 15 décembre. HSE s'engage à rembourser ces montants d'ici fin 2024. Une telle injection de capital était nécessaire en raison de la faible production d'hydroélectricité et des problèmes d'approvisionnement en charbon en provenance de la mine de Velenje.

N° 12 – novembre-décembre 2022

11. Industrie et innovation

Les dépenses intérieures brutes de la Slovénie en recherche et développement se sont élevées à 1,1 Mrd EUR en 2021, soit 11 % de plus qu'en 2020, d'après l'Office des statistiques. Malgré cette augmentation, la part des dépenses en R&D exprimée en pourcentage du PIB a néanmoins diminué de 0,1 p.p. en 2021, atteignant 2,14 %.

La Commission européenne a approuvé l'acquisition par Gonvarri, fournisseur espagnol de l'industrie automobile, d'une participation à hauteur de 42 % dans le conglomérat industriel slovène Hidria, l'un des principaux fournisseurs slovènes de l'industrie automobile mondiale. Le partenariat Gonvarri-Hidria vise à devenir un fournisseur de premier plan de composants automobiles électriques et hybrides. La valeur de la transaction n'a pas été communiquée.

12. Tourisme

Le secteur du tourisme est en reprise depuis l'amélioration de la situation sanitaire, la Slovénie ayant enregistré 4,9 millions d'arrivées de touristes au cours de la période de janvier à septembre 2022, soit une hausse de 64,2 % par rapport à la même période de l'année dernière, selon les chiffres de l'Office des statistiques.

13. Immobilier

D'après les statistiques nationales, le marché immobilier slovène entre dans une phase de refroidissement, malgré une augmentation record des prix en glissement annuel au cours du premier semestre 2022 (+ 12 % pour les appartements anciens, + 8 % pour les maisons). Suite à une forte baisse du nombre d'appartements vendus, le nombre de transactions a diminué de 4 % en glissement annuel. Cette baisse devrait être amplifiée par la

hausse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires. Ainsi, le marché immobilier pourrait voir ses prix baisser si l'offre de nouveaux appartements actuellement en construction venait à dépasser la demande et que le stock de logements invendus commençait à s'accumuler.

14. Agriculture

La Commission européenne a approuvé le 28 octobre 2022 le plan stratégique de la Slovénie dans le cadre de la PAC 2023-2027, à hauteur d'environ 1,2 Md EUR. Environ un tiers du montant sera consacré au premier pilier de la PAC (paiements directs, secteurs viticole et apicole), tandis que près des deux tiers seront dédiés au deuxième pilier (développement rural).

La Commission européenne a approuvé le 2 décembre 2022 le programme du Fonds européen pour la mer, la pêche et l'aquaculture en faveur de la Slovénie, en vertu duquel le pays recevra un total de 24 M EUR au cours des six prochaines années, en plus des 10 M EUR provenant du budget national. À titre indicatif, 6,1 M EUR (soit 25,6 %) des fonds du programme seront consacrés à la pêche durable, 7,7 M EUR (soit 32,3 %) seront investis dans l'aquaculture durable, la transformation et la commercialisation, 9,1 M EUR (soit 38 %) seront consacrés à l'économie bleue durable et 1 M EUR (soit 4,1 %) seront investis dans le renforcement de la gouvernance internationale des océans. Toutes les activités soutenues contribueront aux objectifs de l'UE en matière d'environnement et de climat.

La Slovénie s'est engagée à soutenir à hauteur d'1 M EUR le programme « Grain from Ukraine » du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Dans le cadre de ce programme, l'Ukraine fera don de céréales aux pays les moins développés d'Afrique et d'Asie, le financement des donateurs servant à payer les frais d'expédition. L'aide de la Slovénie sera transférée via le Programme alimentaire mondial de l'ONU.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

déc-22

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux								
	OCDE			FMI			Commission européenne			OeNB			Wifo			IHS		
	novembre 2022			octobre 2022			novembre 2022			juin 2022			décembre 2022			décembre 2022		
2021	2022	2023	2024	2022	2023	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	
Principaux indicateurs																		
Evolution annuelle en %																		
PIB en volume	4,6	4,5	0,1	1,2	4,7	1,0	4,6	0,3	1,1	3,8	1,9	1,9	4,7	0,3	1,8	4,8	0,4	1,2
Consommation privée (en volume)	3,6	3,8	0,7	1,9			4,2	-0,5	1,2	3,9	2,0	2,0	3,8	1,3	1,7	4,4	0,6	1,8
Formation brute de capital fixe (en volume)	8,7	-0,5	1,0	1,4			-0,6	1,2	1,6	1,6	2,6	2,1	-1,0	0,2	2,2	-2,5	0,7	2,0
Exportations (en volume)	9,6	13,6	2,3	4,8	13,3	2,0	10,5	1,4	1,0	7,1	2,9	3,3	8,8	0,3	3,3	9,0	1,8	2,9
Importations (en volume)	13,7	7,5	1,4	3,8	10,3	3,7	6,7	1,2	1,1	5,2	2,8	2,9	5,1	0,9	3,2	3,9	1,7	3,6
Productivité (1)	-0,2	1,0	1,0	1,0			2,1	-0,3	0,5	1,3	0,6	1,0	1,1	0,1	0,8			
IPCH	2,8	8,5	6,7	3,6	7,7	5,1	7,4	4,4		7,0	4,2	3,0	8,5	6,5	3,2	8,5	6,7	3,5
Emploi salarié (2)	2,5	2,4	0,8	1,0	2,4	0,4	2,9	0,9		2,6	1,4	0,9	2,9	0,7	1,3	2,9	0,3	0,8
en % de la population active (déf. eurostat)																		
Taux de chômage	6,2	4,9	5,1	5,2	4,5	4,6	5,0	4,8		4,5	4,4	4,3	4,6	4,7	4,5	4,8	4,9	4,9
en % du PIB nominal																		
Balance courante	0,4	0,7	1,0	1,8	-2,6	-2,1	-1,0	-0,8		0,5	1,1	1,3	0,0	-0,4	0,2			
Solde des finances publiques	-5,9	-3,5	-2,7	-2,0	-2,7	-1,6	-3,1	-1,5		-2,6	-1,2	-0,7	-3,3	-2,0	-1,6	-3,3	-2,7	-2,1

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 05/12/2022

Dernière mise à jour le 19/12/2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
Philippe Brunel
Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, A. Malard

Pour s'abonner : vienna@dgtresor.gouv.fr;
ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©